

Renaissance de l'Allemagne (1)

Entré dans l'histoire comme militaire et homme politique, Hermann Göring est beaucoup moins connu pour ses écrits. Du reste, ils sont peu nombreux : *Aufbau einer Nation* (E. S. Mittler , Berlin 1934), *Die Rechtssicherheit als Grundlage der Volksgemeinschaft* /Hanseatischeverlagsanstalt, Hambourg, 1935) et *Reden und Aufsätze* (F. Eher Nachf., Munich, 1938). Jusqu'à présent, seul le premier a été traduit en français, sous le titre de « Renaissance de l'Allemagne » (Fernand Sorlot , Paris, 1939). Jamais republié, il mériterait cependant de l'être, pour ses aperçus sur les particularités du peuple allemand, pour la lumière qu'il jette sur les causes de la Première Guerre mondiale et les raisons véritables de la défaite allemande, pour ses remarques sur le caractère nocif et corrompteur du communisme et du socialisme, pour l'analyse qu'il fait des pseudo-principes et de l'action délétère de la démocratie et, en particulier, du régime de Weimar et, enfin, pour ses aperçus sur la nature de l'État et du pouvoir, sur les moyens à mettre en œuvre pour reconstruire l'État et la nation et sur le seul type humain capable de mener à bien cette reconstruction. Assurément, la lucidité de Göring a des limites ; elle n'est pas sans être plus ou moins affectée par certains des préjugés de la mentalité qu'elle combat, comme le montrent, malgré leur caractère plus moins convenu, les références au dieu du judéo-christianisme. Il n'en reste pas moins que le texte constitue plus que jamais un point de repère pour tous les rares blancs de bonne race qui résistent à l'occupation de leur continent en voie de sous-développement par les masses d'extra-européens que les insignifiants et exotiques valets politicards des forces de la subversion y importent de plus en plus massivement dans le seul but d'anéantir les ultimes vestiges de la civilisation blanche.

L'héritage de l'Allemagne

L'incompréhension de bien des peuples étrangers vis-à-vis de l'Allemagne leur vient surtout de ce qu'ils ignorent le caractère particulier de notre histoire.

L'histoire de l'humanité, c'est l'histoire de la guerre. L'histoire du peuple allemand, c'est aussi l'histoire de guerres cruelles : une chaîne de fer tendue de la bataille d'Arioviste à la résistance passive de la Ruhr. Depuis que l'Allemagne et le peuple allemand sont devenus un concept historique, nous constatons que l'union ne se base que sur la communauté de culture, de langue et de sang. C'est déjà pour cette raison que le peuple allemand dans son ensemble n'a jamais mené de grandes guerres de conquête et qu'en général il soutenait au contraire des guerres entre Etats inférieurs pour le plus grand profit d'autres peuples. Les Allemands, durant des siècles, furent forcés de défendre leur propre foyer, leurs propres sillons, l'espace nécessaire à la vie de la race et finalement à celle du peuple. L'Allemagne ne possède pas de frontières naturelles. Elle n'a jamais été une forteresse dont mers et montagnes forment les remparts. Camp ouvert au cœur de l'Europe, elle n'est protégée que par le corps de ses hommes. Tel est la raison pour laquelle les Allemands n'ont jamais combattu que pour leur propre honneur et non

point pour des couronnes étrangères, pour leur propre liberté et non point les pays étrangers, pour garantir leur propre sécurité et non point pour soumettre d'autres peuples.

Le chemin difficile que s'est frayé le peuple allemand à travers son histoire a commencé en 843 avec le partage de l'Empire germanique par le Traité de Verdun. Il s'est poursuivi jusqu'en 1919 au « diktat » de Versailles, en passant par le « testament de Richelieu » et la paix de Westphalie qui devait « éterniser » les « libertés germaniques ». Ces « libertés germaniques » ne signifiaient ni plus ni moins que le perpétuel morcellement de l'Empire en de nombreux royaumes et principautés. Ceux-ci, selon la devise de Louis XI, « Divide et impera », étaient poussés les uns contre les autres, comme les pions d'un jeu, par les nations voisines.

Il en fut ainsi jusqu'à ce que la Prusse accomplit sa grande mission dans l'histoire universelle : l'unification de l'Empire allemand. Ce fut une formidable tâche pour ce génie incomparable, Frédéric II, que ses ennemis eux-mêmes appellent « le Grand ». Il était à la fois « le plu royal des hommes et le plus humain de rois ». Au cours de sa vie austère et sans exemple, il fit de la petite Prusse les bases du futur empire. Quand, solitaire, il rendit le dernier soupir entre les bras de son hussard, sur le simple lit de camp qui avait connu tant de bivouacs, ses dernières paroles furent comme un testament pour son successeur : « Je vois au loin la Terre Promise, mais je ne la foulerai pas. »

Après Frédéric le Grand vint le Reichsfreiherr vom Stein qui lutta passionnément pour atteindre son grand but : « Je ne connais qu'une patrie qui s'appelle l'Allemagne. » mais au terme d'une vie vaillante de travail, de combats et de défaites, victime de la calomnie et de la trahison, il n'obtint lui aussi qu'une victoire partielle. Mais il pressentait également l'unification future dont il ne devait pas voir la réalisation.

Après lui, Bismarck, qui naquit dans la province du Brandebourg, poursuivit et acheva presque, dans un effort inouï, l'œuvre gigantesque de Frédéric et de Stein. Mais Bismarck, à ses derniers instants, comme si la mort lui arrachait un voile des yeux, soupira ces paroles suprêmes : « Allemagne, Allemagne... »

A Versailles, sous les drapeaux, dans la galerie des Glaces qui fut le berceau de l'empire de Bismarck, se trouvait le lieutenant von Hindenburg. Il avait combattu à Königsgrätz et en France. Dans la plus grande de toutes les guerres, son maître impérial l'appela à la tête de la puissante armée qui durant quatre ans lutta contre le monde hostile.

Quelque part dans l'immense rempart de soldats allemands, un homme luttait et saignait. Inconnu comme tant d'autres, il était destiné à inscrire dans le livre éternel de l'histoire comme sauveur du peuple allemand, c'est lui qui devait consommer sa solidarité et son unité. Cet homme était Adolf Hitler.

L'Allemagne est née des trois grandes guerres du dernier siècle gagnées par la Prusse. Le sang allemand s'est uni au sang allemand sur les champs de bataille de Leipzig et de Waterloo, de Königgrätz et de Sedan. Le vieux rêve allemand de l'Empire germanique s'est accompli sous les canons de Paris et dans le château de Louis XIV. C'est une ascension sans égale qui commença par le regroupement de toutes les forces nationales. Une paix de près de cinquante ans, sous la protection de la force armée et d'une bonne flotte, permit au jeune Empire d'organiser brillamment son économie et de provoquer sa prospérité.

Si la population de l'Allemagne n'était en 1871 que de 41 millions d'hommes, elle atteignait en 1914 près de 70 millions. Une multitude infatigable se pressait et travaillait dans les champs, les usines, les laboratoires et les mines, derrière les comptoirs ou les bureaux, dans les ports et sur les quais de toutes les parties du monde. Ce succès mondial est connu et quelques chiffres suffisent à le démontrer.

L'Allemagne figurait en tête sur le marché mondial par sa technique de l'électricité, son industrie du verre et des jouets, ses mines de charbon et de fer. A elle seule l'industrie chimique allemande répondait aux 4/5 des besoins mondiaux. Depuis le début du siècle, le trafic allemand avec les ports transatlantiques avait quintuplé. C'est ainsi que dans une émulation paisible, grâce à son application, son habileté, son organisation, l'Allemagne était devenue un facteur puissant dans la vie économique mondiale. Cette position acquise par un travail paisible conduisit, en définitive, au plus terrible des conflits, à la guerre mondiale. L'encerclement de l'Allemagne fut bientôt accompli, les peuples européens sombraient dans une mer de sang et de misère, le monde entier dans une catastrophe aux incalculables conséquences.

Le 28 juin 1914 à Sarajevo, un jeune étudiant de 19 ans tuait le dauphin autrichien. Ce coup de revolver déclencha subitement, impitoyablement, l'orage qui depuis plusieurs années pesait sur l'Europe. Le premier roulement de tonnerre amena les trains interminables qui portaient à la frontière allemande les corps d'armée russes mobilisés. Cette gigantesque machine de guerre commença sa marche mortelle. L'Europe mobilise ! Les dés sont jetés ! L'Allemagne menacée de toutes parts est poussée à prendre l'épée en main.

Hermann Göring, Renaissance de l'Allemagne, Fernand Sorlot, Paris, 1939

La guerre

Le bien le plus précieux que puisse posséder un peuple, son honneur et sa liberté, était donc menacé. Pour n'être pas elle-même écrasée et anéantie, l'armée allemande dut traverser la Belgique. Ce n'était de sa part que légitime défense dans la plus haute conception du terme. A vrai dire, les peuples. A vrai dire, les peuples des différentes nations se sentaient innocents, aussi bien l'allemand que le français, le russe ou l'anglais. Ils obéissaient à leur gouvernement et accomplissaient leur devoir. De l'empereur aux paysans, du maréchal au plus humble soldat, le peuple allemand avait le sentiment sacré de son innocence, était animé de cette conviction inébranlable que sa cause était juste. Le soldat allemand lutta héroïquement, chevaleresquement durant quatre longues années. L'armée et le peuple souffrirent profondément de la terrible propagande de l'adversaire sur les prétendues atrocités. Il se peut que l'adversaire se crut obligé d'employer de tels moyens pour priver l'Allemagne de la sympathie mondiale. Il se peut qu'on crut avoir besoin de ces faux témoignages, de ces photographies truquées. L'Allemagne savait qu'il n'y avait là que calomnie pure. Certes, une guerre est dure. Au près de la destinée des peuples entiers, celle de l'individu est insignifiante, mais il n'a jamais été dans la nature allemande de tourmenter ou de discréditer l'ennemi. L'amour de la cruauté n'a jamais été dans le caractère germanique. Des mains, des bras et des jambes manquaient à de nombreux enfants français et belges. Les photographies prétendaient que ces membres leur avaient été coupés par les Allemands. Mais ces enfants peuvent rapporter aujourd'hui que ces mutilations leur avaient été causées par les bombardements de l'artillerie et l'aviation de leurs compatriotes, ce qui est inévitable dans une guerre. Je fus moi-même sur le front de l'Ouest du premier au dernier jour, et je peux déclarer sur mon honneur que, dans la mesure du possible, le soldat allemand s'efforçait toujours de rendre le sort supportable à la population civile ennemie et lourdement éprouvée.

Jamais dans l'histoire du monde un peuple n'eut à soutenir une lutte d'une telle envergure comme le fit le peuple allemand au cours de ces années. Aucune épopée ne saurait décrire l'héroïsme, la patiente endurance, la religion du devoir qui se montrèrent sur tous les fronts. L'armée allemande résista quatre ans à un monde d'ennemis, dont la supériorité numérique et matérielle était considérable, et protégea la patrie de l'envahissement. Durant quatre ans aussi, le peuple allemand souffrit profondément. On l'assiégeait : il se fit forteresse. Tout homme capable de porter une arme, adolescent ou vieillard, se mêla à la lutte sanglante. A l'intérieur du pays, la femme allemande prouva sa grandeur et sa noblesse par sa patience, son endurance et son abnégation. Malgré tous les efforts de l'adversaire, l'Allemagne semblait invincible. La fin amère survint malgré tout, c'était une terrible défaite.

Après de longues années où coula le sang des meilleurs, après des années de famine et de privation, un parti de traîtres à la patrie était parvenu à jeter la confusion parmi le peuple jusque dans les foyers, et à empoisonner son âme. Des agitateurs socialistes excitaient le peuple, soutenus par la propagande ennemie, corrompus par l'argent ennemi. L'Allemagne saignait par mille blessures. Elle était fatiguée,

exténuée et affamée. Héroïquement, elle avait supporté la lutte sur le front, mais elle se trouvait trop affaiblie pour repousser l'ennemi intérieur. Le slogan « Pour la liberté des classes, pour la liberté des hommes » poussait le peuple à la révolte contre ses chefs. Les chefs socialistes organisèrent des grèves dans la fabrication des munitions et lancèrent de proclamations à la trahison et à la désertion. C'est ainsi que fut tranchée la destinée de l'armée qui combattait encore héroïquement. Cette armée, la plus brave de toutes, reçut perfidement le coup qui lui brisait les reins. Ce que l'ennemi n'avait pu faire en de nombreuses batailles, il l'avait obtenu par son alliance avec les socialistes allemands. Mais les troupes invaincues rapportèrent malgré tout dans leur patrie leur honneur intact et leurs drapeaux victorieux. La plus grande guerre des peuples était terminée. L'Allemagne avait perdu la guerre et sa liberté, mais ses adversaires n'étaient vainqueurs qu'en apparence. L'Occident était menacé de sombrer et l'Europe de sombrer dans le chaos.

Hermann Göring, Renaissance de l'Allemagne, Fernand Sorlot, Paris, 1939

La rébellion

Le peuple allemand commença son calvaire avec la fin désastreuse de la guerre. La guerre souterraine contre les forces de l'Empire, la destruction de la prospérité et de la paix du peuple commença quand se fut répandue en Allemagne la pernicieuse doctrine du Juif Karl Marx. La base du marxisme est la lutte des classes et son point de départ la destruction de l'unité nationale. Le camarade du peuple est poussé contre le camarade du peuple, on ne voit plus l'ennemi qui menace la nation sur la frontière, mais uniquement, à l'intérieur, les camarades du peuple d'une autre classe sociale. Pour que progressât le marxisme il fallait nécessairement que l'Allemagne forte et satisfaite devint faible et mécontente. Durant des décades, on travailla systématiquement pour atteindre ce but. On prêcha partout la haine, l'envie, la jalousie, le mécontentement et la suspicion ; on mina partout la stabilité de l'Empire. L'Armée et la Marine symbolisaient depuis toujours la force d'un peuple. Aussi la haine passionnée du marxisme s'abattit-elle sur elles ; partout où il le pouvait le parti socialiste nuisait au prestige de l'armée, refusait de voter le budget, minait la discipline. Ce parti, durant des décades, se déchaîna contre l'autorité dans tous les domaines, affaiblit par tous les moyens l'ordre existant dans l'État, pour renverser enfin l'État lui-même d'un dernier coup de poignard. Il était indifférent au parti que l'Allemagne elle-même se trouvât vouée à l'anéantissement par la défaite.

C'est ainsi que le 9 novembre 1918 s'éleva la rébellion ignoble des mutins et que commença le règne du marxisme. Le même jour s'ouvrit pour le malheureux peuple allemand une époque historique qu'on pourrait définir « le temps de la honte et de la misère allemandes ». Scheidemann, un chef notoire des socialistes, proclamait sur les marches du Reichstag : « Aujourd'hui, le peuple allemand est victorieux sur toute la ligne. » Et le peuple allemand à dater de cet instant tomba des fières hauteurs dans l'abîme. Aussi bien n'était-ce pas le peuple allemand qui se trouvait « victorieux » en ce jour, car ses meilleurs

éléments, sur tous les fronts, restaient toujours prêts à sacrifier à la mère patrie jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Seuls étaient vainqueurs ces traîtres pour qui n'existe pas la notion de la Patrie. Étaient vainqueurs ceux qui lâchement avaient déserté le front, victorieuse cette lie qui n'existe qu'aux époques de détresse. Seul le marxisme était vainqueur. Mais où le marxisme est vainqueur apparaît au même instant l'anéantissement de la nation. Où le communisme dresse la tête, le peuple, en définitive, est anéanti.

Les soldats sans chefs rentrant du front, arrachés à leur profession civile, déshabitués de leurs foyers, profondément déçus et même désespérés, furent une proie facile pour l'agitation marxiste. Le socialisme grandissant devint puissant. Il prit la direction dans tous les domaines. Il se trouvait maintenant responsable de la destinée de l'Allemagne. Une haine inouïe fut prêchée contre tout ce qui n'était pas conforme aux doctrines marxistes.

Le passé, si brûlant, fut piétiné dans la boue ; ce qui, hier encore, était sacré pour le peuple fut couvert de ridicule et de raillerie. La moralité fut bannie et l'immoralité fut déclarée morale. On était déchaîné contre l'idée de patrie et les partis nationaux se trouvaient anéantis. La puissance qui réside dans l'unité nationale d'un peuple devait faire face à la solidarité internationale. Le prolétaire conscient de sa classe devait remplacer l'Allemand patriote. L'Allemagne se déchira en deux camps : il y avait d'un côté le prolétariat, de l'autre la bourgeoisie. Le crime de la lutte des classes devait avoir un châtiment terrible, qui allait retomber plus tard sur tout le peuple.

Mais quand on accuse le socialisme de ce crime de haute trahison envers le peuple, il ne faut pas sous-estimer ni oublier celle de la classe moyenne qui le rendait possible en manquant à son devoir. Avant la guerre, la classe moyenne était déjà dégénérée : elle s'était embourgeoisée. La faillite complète de ses chefs, l'incompréhension totale des couches bourgeoises à l'égard de l'ouvrier allemand, la suffisance, l'esprit de caste qui les séparait, prédisposaient l'ouvrier sans guide à se laisser prendre aux séductions des sirènes du marxisme, à se rendre esclave des agitateurs, généralement étrangers de race, qui devenaient partout les représentants de sa classe. Quand on jette un regard sur l'époque d'avant-guerre, on a l'étonnement de constater combien la direction de la nation se trouvait faible alors et avec quelle apathie elle laissa duper son peuple. Mais on ne peut constater sans étonnement combien le pourcentage des Juifs dans l'administration et parmi les agitateurs socialistes se trouvait élevé. Et maintenant, en ces jours de rébellion, les chefs juifs sortaient de terre comme des champignons vénéneux. Les Juifs devenaient les chefs des conseils de soldats où il s'en formait et c'étaient ces mêmes Juifs qu'on n'avait jamais vus sur le front parce qu'ils s'étaient embusqués dans les arsenaux de l'État ou dans les positions indispensables à l'intérieur du pays, auprès des autorités militaires. La lie de la population tenait la rue. On arrachait aux soldats leurs cocardes et leurs épauettes, on piétinait dans la boue le drapeau qui symbolisa la grandeur du Reich durant des décades. Le torchon rouge de la rébellion flottait à chaque immeuble, la discorde et la dissolution régnaient partout. Par le désordre

dans le port de l'uniforme, on démontrait sciemment que chacun pouvait faire ce que bon lui semblait et par là même qu'il n'y avait plus ni État, ni ordre, ni autorité, que la conception morale de la liberté avait été remplacée par l'immorale impudeur. Sans discipline, les soldats descendaient lentement au niveau de la populace. Chaque heure, chaque jour, la dissolution progressait, le radical était remplacé par un radical encore plus extrême et les nouveaux maîtres qui s'étaient mis à la tête du peuple en de nombreuses proclamations paraissaient graduellement entraînés dans le tourbillon destructeur. Ils ne pouvaient plus se défaire de ceux qu'ils avaient appelés. Les socialistes indépendants prirent la première place. Ils furent également dépassés et remplacés par les spartakistes. Il n'y avait qu'un seul remède dans ce chaos auquel les nouveaux maîtres n'avaient rien à opposer. On s'adressa au reste affaibli de l'ancienne armée si fière.

Quelques milliers d'hommes, dans la désagrégation générale, étaient décidés à ne rien abandonner lâchement. Ils s'étaient groupés pour s'opposer à la ruine générale, pour défendre la patrie et l'honneur : c'étaient les Corps-Francis. C'est à eux que fit appel le nouveau gouvernement. Il sut habilement les leurrer par de fausses promesses. Ils y crurent et entreprirent de sauver la patrie. Mais il ne s'agissait pour ce gouvernement que de sauver sa puissance personnelle et de maintenir sa propre sécurité. Le soldat Corps-Franc, étranger à la politique, ne comprenait pas les motifs véritables ; il était accoutumé à intervenir où la patrie était menacée. Ici encore, il fit son devoir en toute abnégation, il engagea sa vie et se jeta dans la lutte contre les derniers spartakistes. Mais à peine était-il vainqueur, à peine avait-il maîtrisé le danger, que le gouvernement, qui se sentait de nouveau bien en selle, montra son véritable visage. Afin de leur prouver sa reconnaissance, il chassa les Corps-Francis, les dispersa et les jeta sur le pavé.

Cependant, à la face du monde, le socialisme allemand se proclama le gardien de l'ordre et le conservateur de l'Empire allemand. On entend encore fréquemment aujourd'hui cette réplique que par son acte courageux le socialisme aurait tout au moins en 1918 et 1919 sauvé l'Empire. Ebert, Scheidemann et Noske auraient préservé le peuple allemand du démembrement. C'est une fausse interprétation des faits et de la responsabilité à laquelle, par bien d'autres faits, nous a habitué le socialisme. Les délégués du peuple avaient déclaré par de retentissantes proclamations que l'âge de la liberté était réalisé, que l'ouvrier était désormais le maître du pays, que de gros salaires lui seraient assurés pour peu de travail, que l'ère de la paix éternelle et de la prospérité générale était arrivée et que les autres peuples accueilleraient avec joie l'Allemagne libérée du militarisme et de la tyrannie monarchique. La misère et la pauvreté cesseraient, la corruption serait abolie. Nous étions enfin à la veille de l'âge d'or. Mais on oubliait que jusqu'à cette fameuse proclamation le peuple allemand ignorait totalement le sens du mot « corruption », il appartenait aux socialistes d'introduire cette corruption comme caractéristique de sa domination. Et la proclamation s'achevait par des phrases selon lesquelles l'Allemagne entraînait désormais dans le véritable règne de la liberté, de la beauté et de l'honneur. Rien, rien de tout cela ne fut tenu. On peut aujourd'hui prouver que ce qui fut exécuté est précisément l'opposé de ces promesses.

Hermann Göring, Renaissance de l'Allemagne, Fernand Sorlot, Paris, 1939

Versailles

Le rêve et l'espoir d'une paix éternelle, du bonheur futur et de la prospérité de tous les peuples s'évanouit brusquement. Parmi toute la joyeuse musique d'avenir, au milieu de toute la rêverie sur l'humanité, retentit subitement le son tranchant et discordant du clairon de Versailles. L'Allemagne sortit pour la première fois de l'intoxication des querelles civiles. On reconnut dans un éclair que l'Allemagne, une fois de plus, était trompée. Elle avait déposé les armes, confiante en la parole de Wilson et en ses quatorze points. Elle s'était abandonnée avec confiance aux assurances d'un bonheur universel et d'une solidarité internationale. Désarmée, elle se voyait devant un monde de nations hérissées d'armes et animées par la haine. Le mot de Versailles était : « Germaniam esse delendam ». Le traité de Versailles était, dans ses termes, plus infernal que ce que Dante aurait pu imaginer. Jamais on n'avait posé d'exigences plus cruelles dans l'histoire du monde. La destruction de Carthage elle-même (*) n'était rien auprès de la honteuse paix de Versailles. Le mot paix semblait déshonoré et banni à jamais. Un peuple brave, paisible et travailleur, qui aimait l'honneur et la liberté, fut maintenu captif dans la prison de Versailles. La soif de vengeance était maintenant assouvie par la destruction d'un adversaire redouté jadis autant qu'il était respecté. Les ennemis de l'Allemagne, aveuglés par la haine, ne reconnurent pas que leur prétendue œuvre de paix mènerait le monde entier vers la catastrophe et non point seulement l'Allemagne.

Cependant, l'ange de paix marxiste tentait de continuer malgré tout à duper le peuple avec la solidarité internationale. C'est la guerre perdue qui, pour le peuple allemand, était rendue responsable du Diktat de Versailles. On oubliait que c'était d'abord le socialisme qui avait créé la possibilité de la défaite par sa trahison. Il était trop tard quand le peuple allemand reconnut qu'il avait abandonné son honneur au cours des derniers mois et qu'avec l'honneur on lui enlevait aussi la liberté. Quand le poids de la honte devint insupportable, quand on exigea l'extradition de ses généraux, l'Allemagne une fois encore se redressa comme un seul homme. Quel Anglais, quel Français n'aurait pas rougi de honte si on avait exigé de son peuple une telle condition? Mais nous, Allemands, nous savons aujourd'hui que jamais nos ennemis n'auraient eu d'exigences aussi humiliantes s'ils n'avaient eu devant eux une Allemagne déchue. Ce n'est que parce qu'ils voyaient les chefs du mouvement détruire eux-mêmes toute idée d'honneur et de fierté nationale qu'ils pouvaient se permettre d'infliger à l'Allemagne de semblables humiliations.

Hermann Göring, Renaissance de l'Allemagne, Fernand Sorlot, Paris, 1939

(*) Malheureuse comparaison que celle-là, car Carthage représentait aux yeux des Romains l'esprit sémite, contre lequel le Troisième Reich, qu'il menaçait dans ses fondements, prétendait lutter.

Weimar

L'assemblée nationale marxiste démocrate de Weimar n'eut pas honte de prendre le traité de Versailles pour base de la nouvelle constitution allemande. L'État de Weimar, né de la trahison, issu de la lâcheté, utilisa la misère et la honte comme piliers de fondation de son système. Les bénédictions de cette démocratie échurent en partage à la nouvelle Allemagne dans leur pleine mesure, sous la forme d'un parlementarisme incontrôlable. Un renversement complet de toutes les conceptions se produisit. Le signe du parlementarisme est l'opposé du principe de direction. L'autorité s'y exerce de bas en haut et la responsabilité de haut en bas, c'est-à-dire que d'innombrables partis imposent leur autorité au gouvernement et que le gouvernement leur doit obéissance. Par là, le gouvernement est responsable devant les partis, de sorte qu'il devient le jouet de leurs intérêts, alors que la loi naturelle exige que l'autorité s'exerce de haut en bas et la responsabilité de bas en haut. Chaque chef possède l'autorité et ordonne à ses subalternes dans ses différents services. Mais il demeure responsable devant son chef comme le chef suprême l'est devant son peuple entier et devant l'avenir de ce peuple. Aucun État ne put naître, aucun peuple ne put s'inscrire dans l'histoire que par la vertu de ce principe. Mais ce qui régnait en Allemagne était maintenant le parlement, la conception anonyme de la majorité, enfin toute la lâcheté du monde.

Des groupes innombrables pouvaient s'enrichir sur le dos du peuple, au milieu de la division des classes et des partis. Le marasme célébrait ses plus hauts triomphes. On avait chassé les princes et les maîtres du gouvernement rouge s'étaient eux-mêmes installés sur les trônes laissés vacants. Mais ils n'étaient pas devenus des souverains pour cela. Le Veau d'Or trônait au-dessus d'eux tous et les partis menaient autour de lui leur danse grotesque. Nous voyions une effrayante décadence dans tous les domaines : d'année en année la désagrégation de la nation se poursuit, le Reich n'est plus qu'une ombre, une carcasse sans unité, vide et brisée en de nombreux endroits. La corruption des mœurs et l'immoralité sont les signes extérieurs de la « fière » république. Avec la décadence de la culture commence la décomposition spirituelle.

A tout cela vient s'ajouter la terrible inflation. Quand, dans une réelle rage de destruction marxiste, on cherchait à anéantir tous les biens culturels, tout idéal et toute vertu morale, il était parfaitement logique de diriger aussi cette destruction contre l'économie, nœud vital de la nation. Le marxisme ne peut fleurir et se développer qu'où se trouvent des hommes mécontents, sans foyer, déracinés, susceptibles d'accepter toutes les hérésies. On cherche à créer un prolétariat dans chaque classe de la population. Il fallait abaisser l'Allemand au rang de prolétaire intellectuel et manuel. C'est ainsi que l'inflation acheva de détruire ce qui restait d'une prospérité issue d'héritages familiaux. Des milliers

tombèrent dans une misère noire. Les dernières valeurs matérielles furent anéanties par l'inflation et par un système d'impôts purement bolchévik. Qu'on se rappelle un peu cet infernal sabbat de millions et de millions ! Était-ce là le programme économique du marxisme ? Était-ce là la socialisation complète ? Modestement, ils appelèrent plus tard l'inflation un phénomène naturel, oubliant qu'elle n'était que le résultat de leurs doctrines véritablement criminelles. On pouvait voir clairement ici, encore une fois, combien le marxisme, en fin de compte, est lié au libéralisme. Comment la bourgeoisie pouvait-elle s'étonner que la partie la plus pauvre du peuple transposât sur le terrain économique les idées de liberté, d'égalité, de fraternité prêchées sous le signe du libéralisme ? On peut bien vite constater qu'entre socialisme et partis bourgeois les frontières disparaissent de plus en plus. Les dirigeants socialistes devenaient de plus en plus des petits bourgeois repus. Ils cherchaient maintenant à défendre et à conserver leur conquête pour satisfaire leurs désirs personnels. Leur mot de passe n'était plus « sur les barricades ». Ils devinrent soudain partisans de l'ordre et de la tranquillité. De l'autre côté, les partis des classes moyennes contribuaient à la décadence générale par leur manque de caractère.

Aujourd'hui, quand nous accusons le socialisme d'avoir trompé et volé l'Allemagne, sans distinguer s'il se montrait sous le bonnet rouge des Jacobins ou plus tard sous le chapeau haut de forme ; nous ne voulons pas oublier que partout où le marxisme a volé et trompé, les partis des classes moyennes avec à leur tête le Centre catholique éternellement hésitant y ont participé pour une large part. Au cours de la grande entreprise de pillage du peuple allemand et par delà toutes les divergences philosophiques, le frère noir n'a jamais laissé tomber le frère rouge. Les partis régnaient par l'entremise du parlement, sans mesure et sans contrôle. D'étape de souffrances en étape de souffrances le peuple souffrant et peinant portait son lourd fardeau.

Le prestige de l'Allemagne au dehors tombait aussi toujours plus bas, parallèlement à cette dissolution intérieure. Il était logique qu'après avoir bafoué l'idée de Patrie, après avoir traîné dans la boue toutes les vertus humaines, le gouvernement allemand fût condamné à une impuissance complète dans sa politique extérieure. L'Allemagne était devenue l'enclume de la politique internationale. Les conflits d'intérêts des autres puissances se débattaient sur son dos. La Société des Nations semblait n'être qu'un instrument pour maintenir l'Allemagne en tutelle et protéger le traité de Versailles. Conformément aux termes du traité, l'Allemagne avait désarmé. Elle était par là même absolument inoffensive. Mais ils allèrent plus loin encore que ne l'exigeait le traité de Versailles : ils désarmèrent le peuple allemand spirituellement et moralement, ils tuèrent en lui toute volonté de résistance et toute vitalité. Ils l'intoxiquèrent dans des proportions astronomiques avec leur folie de remplir intégralement les conditions imposées. Après avoir volé jusqu'à l'honneur du peuple, ils furent aussi malhonnêtes que s'ils y avaient été poussés par le désespoir. Ils exercèrent une politique de tricherie. On essaya d'élucider par des appels à la solidarité internationale les plus difficiles problèmes de la politique extérieure. C'était un signe particulier de la politique parlementaire allemande que de ne résoudre aucun problème mais d'échapper à toute question vitale par un lâche compromis.

Et le communisme survint. Il devait forcément naître de la fausse doctrine marxiste. Il devait fatalement lever la tête au cours d'une politique de lâcheté et de couardise ; il devait forcément sortir victorieux d'une politique perpétuellement hésitante entre l'imposture marxiste et la lâcheté bourgeoise. Le communisme, qui ne comptait au début de la République que quelques milliers de membres, avait au bout de quelques années une armée de six millions d'hommes, prête à prendre le pouvoir et prête à exploiter ce pouvoir pour anéantir la culture, la morale, l'Église (*) et l'économie. La misère et le désespoir qui régnaient sur le peuple poussaient les hommes par milliers dans les bras du communisme. Des millions d'hommes pleins de haine voulaient détruire parce qu'on avait tout détruit en eux-mêmes. Des chefs se tenaient prêts pour ces désespérés induits en erreur. Ces chefs, venus des bas-fonds, représentaient la lie du peuple allemand. Ici aussi, les Juifs étaient plus fortement représentés que partout ailleurs. Ils flairaient leur avènement avec l'instinct destructeur des sous-hommes. Ils hissèrent leur signal de combat. Il flottait, rouge sang, marqué de l'étoile soviétique. Si ce symbole était vainqueur, l'Allemagne devait étouffer dans l'ivresse sanguinaire du bolchévisme.

Hermann Göring, Renaissance de l'Allemagne, Fernand Sorlot, Paris, 1939

(*) Abstraction faite de ce que le bolchevisme chercha en général à restreindre l'influence de l'Église, non pas parce que, du point de vue des valeurs, elle lui était opposée, mais au contraire parce qu'elle lui faisait concurrence (voir <https://elementsdeducationraciale.wordpress.com/2012/09/30/les-racines-asiatiques-du-mondialisme>) eh bien, si l'auteur considère implicitement l'Église comme un pilier de la Volksgemeinschaft, c'est dans la seule mesure où elle collabore avec le IIIe Reich, comme en témoigne éloquentement une circulaire adressée par lui-même le 16 juillet 1935 aux autorités de l'État et aux principales instances du NSDAP, en accord avec A. Hitler : « Les prêtres qui continuent à croire qu'ils peuvent attaquer le Führer et son État national-socialiste, dans la lutte contre les conceptions opposées à leurs convictions religieuses, doivent, par tous les moyens disponibles, être privés de leur pernicieuse influence sur la communauté nationale [Volksgemeinschaft]. Les religieuses et les prêtres actifs dans les crèches, les hôpitaux publics et les maisons de soins et qui exercent une influence négative sur la communauté nationale doivent être démis de leurs fonctions. Lorsque l'influence des prêtres dans l'enseignement de la religion s'avère opposée à l'État, ceux-ci doivent être exclus [...]. Il faut exiger de tous les prêtres travaillant au service de l'État [...] qu'ils se rangent entièrement et sans réserve derrière l'État national-socialiste et fassent de la propagande pour lui et ses institutions, en particulier pour ses organisations de jeunesse. Ce sont les conditions sine qua non pour que l'État puisse leur confier une participation à l'éducation religieuse de la jeunesse [...]. (In Giovanni Miccoli, Les dilemmes et les silences de Pie XII, Editions Complexe, 2005) N'était-ce cependant pas trop en demander à cette engeance de prêtres, qui, par sa nature, ne pouvait pas ne pas s'opposer aux principes du national-socialisme (voir, par exemple, Arthur Albert Preisinger, The Church Struggle in Nazi Germany, 1933-34: Resistance, Opposition Or Compromise, University Microfilms International, 1993 ; Robin Diane

Fruitticher, *The Churches in Nazi Germany: Resistance and International Support*, University of South Carolina, 1995 ; Beate Ruhm von Oppen, *Religion and Resistance to Nazism*, Princeton University, 1971 ; Susanne Werner, *Der Widerstand der Katholischen Kirche im Nationalsozialismus mit Bezug auf den Bischof von Münster*, 2009 ; *Der Widerstand von Kirchen und Christen gegen den Nationalsozialismus*, Vandenhoeck & Ruprecht, 1988 ; Joachim Garstecki, *Die Ökumene und der Widerstand gegen Diktaturen*, W. Kohlhammer GmbH, Stuttgart, 2007) ; n'était-ce pas, pour nous faire mieux comprendre par une analogie, attendre de l'eau qu'elle ne mouille pas ?

Finis Germaniæ ?

L'Allemagne semblait perdue. Comment une faillite complète était-elle possible pour un peuple qui venait de soutenir une lutte héroïque ? N'y avait-il personne pour réagir contre les forces destructrices ? Il devait bien se trouver quelque part des dépositaires de l'Honneur national. Il en existait encore. La résistance s'organisa dès le début. Ce qui restait d'anciens combattants se rallia, forma des sociétés et des organisations. Ils combattirent dans les Corps-Francs contre les spartakistes et en Haute-Silésie. Ils entrèrent dans la Ruhr pour rejeter la première grande révolution communiste. Ils libérèrent Munich de l'emprise des conseils d'ouvriers. Après leur dissolution par le gouvernement se créèrent de nouvelles organisations : à Magdebourg, Seldte fonda les Casques d'Acier, ligue d'anciens combattants ; en Bavière naquit la Force défensive des habitants et dans les Alpes, les Corps Francs de l'Oberland. Mais chaque organisation agissait isolément. Il n'y avait entre elles aucune coordination, elles n'eurent d'abord pour but que de restaurer l'ordre et la tranquillité. Mais à la longue, il ne pouvait y avoir là aucun motif d'action, les chefs socialistes repus désiraient eux-mêmes, en fin de compte, l'ordre et la tranquillité. Toutes ces organisations, certes, étaient animées par un amour passionné de la patrie ; elles avaient aussi le dégoût du système régnant. Mais il leur manquait une base solide, un grand but effectif, un plan de campagne hardi. Ils étaient tous pleins des grandes traditions et prêts à les défendre, mais ils n'étaient pas les porte-drapeaux d'un avenir nouveau. Le grand mérite de n'avoir pas désespéré aux heures les plus difficiles leur revient malgré tout. Ils devinrent le point de ralliement des nationaux décidés à combattre. Il ne leur eût jamais été possible de renverser le gouvernement de novembre, parce qu'il avait à sa tête des gens qui représentaient une idée. Car jamais la force ne parvient à anéantir une idée, fût-elle destructrice. Une idée ne se laisse éliminer que si elle ne laisse remplacer par une idée nouvelle, plus convaincante et dont les représentants sont animés d'une énergie passionnée. Enfin, seule une idée négative peut être remplacée par une idée positive. Les idées sont éternelles. Elles se trouvent dans les étoiles. Il faut que l'homme soit assez hardi et assez fort pour décrocher le feu céleste de ces étoiles et s'en faire le porteur parmi les hommes. Ces hommes ont toujours été dans l'histoire mondiale les grands prophètes et souvent aussi les conducteurs de leurs peuples.

Mais où se trouvait en Allemagne l'homme distingué par le génie et par l'énergie, qui pût sauver le peuple et la patrie ? C'est en vain que le peuple tournait les yeux vers les chefs qui semblaient prédestinés par l'éducation, la naissance, la richesse matérielle ou la grandeur de leur nom. Cette

grandeur était passée. Ces hommes n'avaient opposé aucune résistance, ils avaient abandonné sans combat ce que leurs aïeux avaient mis des siècles à conquérir. Jamais la destinée ne pardonne aux hommes d'abandonner sans lutte ce qu'elle leur a mis en main. « Ce que tu as hérité de tes ancêtres, il faut le reconquérir pour le posséder ». Cette vérité éternelle n'était malheureusement pas observée par les familles princières d'Allemagne. Elles n'y étaient point préparées. Aussi ne pouvaient-elles s'étonner si les autres ne faisaient rien pour les défendre avec leurs biens ! Les maisons princières n'avaient d'autre but que le maintien d'une certaine richesse matérielle et c'est en quoi consistait le travail de leurs conseillers légaux. C'est avec un étonnement mêlé de colère et de désespoir que le peuple voyait la défaillance de ceux que la naissance avait fait leurs chefs. C'est surtout en tant que monarchiste que j'ai protesté contre les allégations selon lesquelles ce serait la révolte de novembre 1918 qui aurait détruit la monarchie. L'idée de monarchie était morte dans le peuple allemand. Elle avait succombé dans les quinze dernières années parce que ses représentants avaient été leurs propres fossoyeurs. En 1918, à la moindre agitation de la populace ; ils avaient rengainé leurs glorieux étendards. De même, à quelques exceptions près comme par exemple le Prince August Wilhelm de Prusse, la famille du Landgrave de Hesse, le Prince Waldeck, le duc de Cobourg, etc., ils manquaient dans les rangs des combattants qui luttèrent passionnément pour la renaissance allemande. Parmi les généraux, il ne s'en trouvait pas un qui fût décidé à planter l'étendard de la résistance et à appeler les honorables combattants de la guerre contre le système de la honte et du déshonneur. Le corps des officiers allemands s'était admirablement battu au cours de la grande guerre. L'Etat-Major avait fourni les preuves de son excellence et de son génie ; Mais le manque de compréhension politique propre à l'officier allemand était maintenant payé d'une façon amère et fatale. Quant à la classe moyenne, elle s'était montrée dès avant la guerre incapable de fournir des chefs. La classe possédante était tout juste prête à défendre ses intérêts personnels, mais non point ceux de la nation allemande tout entière.

Hermann Göring, Renaissance de l'Allemagne, Fernand Sorlot, Paris, 1939

Adolf Hitler

Adolf Hitler savait que son mouvement ne pourrait vaincre que s'il portait la bannière d'une idée conservatrice plus nouvelle et plus grande, aussi lui donna-t-il la conception philosophique du national-socialisme, dont le symbole sacré flotte aujourd'hui victorieusement sur l'Allemagne merveilleusement unie. La lutte pour la nouvelle Allemagne ne pouvait se faire sous le seul signe du nationalisme, il fallait exiger avec autant d'autorité la représentation du socialisme allemand. Si le berceau du national-socialisme se trouve à Munich, au cœur de la Bavière, ce n'est pas par coïncidence. Il était symbolique que le mouvement naquit de cette même Bavière qui s'abandonnait jadis si fortement aux tendances séparatistes et qui cherchait à échapper à l'unité du Reich ; le jeune national-socialisme a rempli sa première mission en tenant tête aux aspirations anti-allemandes et en faisant de la Bavière le rempart de l'idée allemande.

On a beaucoup écrit sur le programme national-socialiste et on a dit davantage encore. Selon le besoin de la cause à défendre, on a utilisé la déformation, l'incompréhension, la calomnie et la mauvaise foi afin de faire passer ce programme pour réactionnaire, extrémiste ou complètement bolchéviste. Mais à travers toutes les tempêtes, notre programme est resté inchangé ; immuable dans l'avenir, il restera la pierre angulaire du nouveau Reich. Notre programme n'est rien en comparaison à ceux des partis de la classe bourgeoise. Quand on lit les innombrables programmes des partis créés en Allemagne ces quinze dernières années, il faut toujours reconnaître qu'il n'y est point question de principe moral ou spirituel, même s'il arrive qu'une phrase en fasse mention ^pour donner le change. Il s'agit toujours au contraire de représenter les intérêts matériels définis, ceux de la classe prolétarienne pour le socialisme ; presque exclusivement ceux de l'Église catholique universelle pour le parti du Centre ; ceux de la grande industrie, de l'artisanat, de l'agriculture ou des professions libérales pour les nombreux partis bourgeois. Ces programmes représentent dans tous les cas le matérialisme le plus pur. On a pu constater qu'à chaque nouvelle élection certains partis présentaient un nouveau programme en répudiant l'ancien sans pudeur. La première partie du programme était parfois contredite par la dernière. Le Centre catholique, au cours d'une élection, a même réussi à présenter deux programmes, l'un pour la bourgeoisie, l'autre pour l'ouvrier. Quand un nouveau groupe politique se constituait quelque part, le programme était la chose essentielle. On le définissait comme principe de base quand il s'agissait simplement d'enjolivements triviaux d'intérêts tactiques. Cependant, nous, nationaux-socialistes, nous demeurons fidèles à nos principes, auxquels nous ne laissons jamais attenter. Nous étions, dans la tactique, toujours prêts à adopter la meilleure voie qu'exigeait la particulière. Les autres partis agissaient exactement en sens contraire. On s'y accrochait à la tactique, mais on était toujours prêt à fausser ou à sacrifier le principe. Il n'est pas impossible qu'en l'examinant de très près notre programme semble, ça et là, manquer de clarté. Mais il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit pas d'un programme politique, soigneusement élaboré, discuté et préparé durant des mois, pour être finalement soutenu comme une thèse philosophique et baptisé sous le parrainage de savants et de politiciens. Sans artifice et sans raffinement, quelques hommes du peuple furent dans le programme national-socialiste les interprètes des aspirations profondes d'une masse qui lutte de nouveau pour sa renaissance.

Les points de notre programme sont des principes fondamentaux et des maximes destinés à nous guider dans notre travail de reconstruction d'une nouvelle Allemagne. On disait, pour citer un exemple, qu'il fallait imposer les bénéfices de guerre d'une surtaxe. Des mains s'emparèrent immédiatement de cette idée; ils disent qu'il n'y a plus aujourd'hui de bénéfices de guerre. Certes, il ne s'agit pas ici d'une exigence à prendre au pied de la lettre. Cela signifie que le sentiment moral du peuple a toujours refusé d'admettre qu'il fût permis à des individus de tirer de la misère commune un bénéfice particulier. Ce principe est spécialement dirigé contre ceux qui, exploitant la situation difficile de la nation, cherchent à obtenir sur les fournitures de guerre des bénéfices exorbitants pendant que, sans bénéfice matériel et simplement pour servir sa patrie, l'humble camarade du peuple sacrifie son bien, sa famille et même sa vie. Il est aussi dirigé, par exemple, contre ceux qui tentent de tirer profit d'une catastrophe naturelle pendant que les victimes de la même catastrophe ont à endurer une misère plus grande. Résumé dans une très grande idée, il signifie que le sang du dernier camarade du peuple passe avant tout bénéfice

matériel et rien d'autre. Comme le montre cet exemple, il serait possible de tout expliquer, principe par principe, dans un sens plus élevé. En regardant le programme comme nous l'avons senti, on reconnaît la force que contiennent ces maximes. On comprend aussi pourquoi le peuple avec son instinct a saisi notre programme, c'est-à-dire nos maximes, plus profondément et plus clairement qu'il n'essaya jamais de comprendre les autres. Le programme, malgré tout, ne fut jamais chez nous la chose décisive, c'est-à-dire le paragraphe, la lettre morte. Il est toujours au contraire le sens vivant qui, dans notre formidable lutte, nous insuffle la force et la passion. Le Führer a dit une fois : « Ce n'est pas parce qu'elle manquait de programme que l'Allemagne s'est ruinée, mais parce qu'elle en avait trop et trop peu d'hommes d'action. » Si le programme était la chose décisive, les démocraties avec leurs partis parlementaires seraient assises plus fermement que jamais sur le trône d'Allemagne. Combien de fois ne m'a-t-on pas demandé : « Oui, mais quel est votre programme ? » Et je pouvais montrer fièrement mes braves et simples S.A. , en disant : « Voilà les hérauts de notre programme, ils le portent sur leur front haut et libre et ce programme s'appelle : l'Allemagne. Tous les principes susceptibles de servir l'ascension et de soutenir la position de l'Allemagne seront reconnus comme les seuls points de notre programme, tous ceux qui pourraient nuire à la patrie seront rejetés et détruits. »

Les premières années parurent promettre peu au nouveau mouvement. Ce ne fut que lentement et peu à peu qu'il put se développer. Le parti demeurait limité presque uniquement à Munich et à l'Oberland bavarois et il avait commencé à prendre pied à Nuremberg et à Cobourg. On riait d'Hitler et de ses partisans , on ne les prit pas au sérieux jusqu'à ce que commence soudain, à la fin de 1922, une ascension rapide. A cette époque déjà, quand Hitler parlait, les plus grandes salles s'emplissaient jusqu'à la dernière place. Les auditeurs écoutaient la nouvelle doctrine en retenant leur souffle et ils tombaient absolument sous le charme magique de la personnalité d'Hitler. Mais le parti restait toujours confiné en Bavière. Hitler condamnait sans pitié la pernicieuse doctrine marxiste. Ses hommes et lui étaient décidés à tout. Partout, ses modestes mais convaincus S.A. s'opposaient aux rouges par-dessus tout. On allait tout droit dans les faubourgs miséreux, dans les forteresses les plus rouges, dans les meetings marxistes et on entreprenait sans crainte des chaudes discussions avec les politiciens socialistes. Ce furent d'abord les anciens combattants et la jeunesse qui se rallièrent sous l'étendard de Hitler.

L'année 1923 apporta l'inflation et, avec elle, la panique. Le parti populaire bavarois régnait alors en Bavière. C'était un parti du centre, de la classe moyenne. Il avait pour unique but de détacher de plus en plus la Bavière du Reich. Le socialisme régnait alors comme avant à Berlin. Le gouvernement bavarois crut pouvoir utiliser à son profit le jeune mouvement national-socialiste, en le dressant contre le Berlin rouge. Aussi ne s'opposa-t-il point à l'agitation hitlérienne. Hitler devenait sans cesse d'autant plus résolu que la désagrégation devenait quotidiennement plus visible et que le parti ne cessait de grossir. De plus en plus, les autres associations patriotiques étaient soumises à son influence et à sa direction.

Le vendredi noir – Le 9 novembre 1923

Le parti semblait en Bavière avoir atteint en son apogée. Le parti gouvernemental bavarois, à la même époque, jugea qu'il était temps d'exploiter le mécontentement général contre le régime de Berlin en déclenchant une attaque qui devait faire sauter le Reich. Hitler, de son côté, était fermement résolu à s'y opposer et à exploiter pour son compte l'antipathie contre Berlin en montant contre le gouvernement du Reich une attaque décisive. Les événements qui menèrent au prétendu coup d'État d'Hitler sont connus, ils élargiraient par trop le cadre de ce livre. Le 9 novembre 1923, cinquième anniversaire de la honteuse révolte de novembre, on décida de donner le coup décisif. Confiant dans les paroles solennelles de von Kahr, Lossow et Seisser (Gouvernement, Armée et Politique) Hitler proclama la nouvelle Allemagne dans la nuit du 8 au 9 novembre et déclara déchu le gouvernement du Reich. La marche sur Berlin devait commencer le lendemain. Nous savons aujourd'hui que Monsieur von Kahr, représentant des tendances catholiques de Wittelsbach, avait élaboré pour le 12 novembre un plan d'action tout différent. C'est ainsi que sans le savoir le mouvement sauva par son attaque l'unité du Reich.

Le 9 novembre, vers midi, les premières colonnes de la liberté, qui marchaient sans armes en chantant avec enthousiasme, tombaient à Munich, à la Feldherrnhalle, sous les balles de l'attaque traîtresse de la police. Dix-huit hommes y sacrifièrent leur et beaucoup furent blessés. Le général Ludendorff marchait aux côtés d'Hitler, j'étais moi-même aux côtés du général comme officier commandant les troupes de choc des S.A. Hitler et Ludendorff furent épargnés par miracle, tandis que je tombais gravement blessé de deux balles. Le crépitement des mitrailleuses avait brutalement et cruellement déchiré l'enthousiasme en assassinant l'espoir de la liberté. Cette fois encore, comme tant d'autres dans l'histoire allemande, la trahison avait mis la victoire en échec. A peine fleurissant, le jeune mouvement semblait anéanti, avec ses chefs en prison, blessés ou exilés. Aux faibles, découragés de nouveau, l'Allemagne parut définitivement perdue.

Mais on constata que ces sacrifices n'avaient pas été vains. La semence du sang leva miraculeusement. Les combattants, actifs, resserrèrent plus que jamais leurs liens. Hitler était lui-même plus fort, plus mûr, plus confiant que jamais, alors qu'il était prisonnier dans la forteresse et que la situation semblait encore désespérée. A peine fut-il sorti qu'on peut voir combien la force attractive de ce prophète et de ce Führer était immense. A peine eut-il repris en main la bannière que les vieux combattants du parti se regroupèrent autour de lui et que des milliers d'adhérents nouveaux se joignirent à lui. Ce n'était plus maintenant dans la seule Bavière, mais aussi en Allemagne du Nord, que le mouvement avait pris pied. Le jeune mouvement était entré dans l'histoire du monde par sa marche sur la Feldherrnhalle, il avait pris la direction et la tête du combat commencé pour la liberté, l'honneur et la paix. Aucune autre organisation ne put à l'avenir lui disputer cette position. C'était un gouvernement des classes moyennes qui avait donné l'ordre d'abattre à la Feldherrnhalle les

combattants du national-socialisme. La méfiance de beaucoup d'honnêtes ouvriers allemands envers le mouvement s'évanouit par ce fait même. Les partis de la classe moyenne ne pouvaient mentir plus longtemps au peuple, en lui faisant croire qu'ils représentaient l'aspiration nationale. Ils avaient découvert à la Feldherrnhalle leur véritable image, c'est aussi là que le National Socialisme avait définitivement arraché à la bourgeoisie sa conception déformée du nationalisme. De même, le mouvement ne toléra pas plus longtemps que les socialistes se proclament eux-mêmes les représentants du socialisme. Les classes moyennes avaient déformé la sublime conception du nationalisme, représentation des conditions vitales de tout le peuple, dont elles avaient fait une vantardise patriotique, généralement issue de l'alcool et du profit. Les socialistes, de même, avaient abaissé la pure conception du socialisme, exigence du droit individuel à l'existence et surtout service à la communauté populaire, en une vile conception de salaires et d'estomac.

Partagée entre deux grands camps, l'Allemagne opposait d'un côté la classe moyenne et de l'autre le prolétariat. La classe moyenne, en tant que représentante du nationalisme, était haïe par les ouvriers comme symbole d'oppression et d'esclavage. Le prolétariat, représentant du socialisme, était haï et craint par la lâche bourgeoisie comme symbole de destruction et d'abolition de la propriété privée. Les deux semblaient s'exclure mutuellement, elles s'opposaient par de rigides contrastes. Par cela même elles étaient fautives, l'une vis-à-vis de la nation, l'autre vis-à-vis du peuple. Il n'y avait pas de pont entre elles, aucune entente n'était possible. Hitler vit que l'union ne pouvait se faire tant que de telles conceptions déformées divisaient le peuple. C'est pour cela qu'il arracha aux deux partis leurs symboles, qu'il les fondit en une synthèse nouvelle dans le creuset de notre conception du monde et qu'il créa ainsi le national-socialisme, unique et indissoluble union des deux conceptions dans leur plus profonde et leur plus belle signification. Il expliqua aux ouvriers qu'il ne peut y avoir de socialisme ni de justice socialistes qui ne soient prêts à reconnaître les besoins de la nation entière. Quiconque veut améliorer le sort de l'individu doit être prêt à améliorer celui de toute la nation. Il convainquit en même temps la classe moyenne qu'elle ne pourrait réaliser l'union des forces nationales si elle n'était prête à accorder à chaque camarade du peuple les droits qui lui reviennent, si elle n'était prête à considérer le sort du plus pauvre camarade du peuple comme son intérêt propre. Il expliqua aux deux partis que nationalisme et socialisme se réclament l'un de l'autre sans jamais pouvoir s'exclure mutuellement et qu'en fondant en une seule philosophie les deux doctrines, leurs représentants réunis devaient logiquement aboutir à l'unité et à la solidarité nationale. Le plus grand mérite qui reviendra toujours à Adolf Hitler sera ainsi de ne pas avoir jeté de pont sur le gouffre qui séparait la bourgeoisie du prolétariat, mais d'avoir comblé ce gouffre en y jetant aussi bien le marxisme que le parti bourgeois, pour arriver à l'union nationale et à la solidarité du peuple par dessus la destruction des classes et des partis.

Hermann Göring, Renaissance de l'Allemagne, Fernand Sorlot, Paris, 1939

La tactique de la légalité

Mais c'est maintenant que commençait la lutte la plus ardue et la plus difficile. Il s'agissait de transformer la tactique révolutionnaire et d'avancer selon une méthode légale. Hitler ne voulait pas exposer une seconde fois ses troupes aux hasards d'une bataille de rues, il voulait éviter une nouvelle rencontre entre ses partisans et la force armée, car il savait que cette dernière serait de cœur avec lui tant qu'elle serait représentée par la Reichswehr. Il était trop soldat lui-même, il aimait trop cette petite armée allemande pour l'exposer à ces terribles conflits de conscience. Il savait qu'un jour viendrait où la Reichswehr et les nationaux-socialistes se rangeraient ensemble pour la liberté de leur patrie, et il l'avait dit prophétiquement à Munich, dans sa défense, lors de son procès. Hitler pouvait entreprendre cette transposition de tactique, et c'est le 9 novembre 1923 que cela lui fut possible, car on ne pourrait désormais l'accuser d'être trop lâche pour une action révolutionnaire. Le peuple ne pouvait plus lui reprocher de parler sans agir. Il avait fourni des preuves par ses actes en se portant lui-même à la tête de ses colonnes. Lui et ses subalternes s'étaient gardés d'imiter les démagogues marxistes et communistes, qui excitaient leurs partisans, les envoyaient aux barricades, cependant qu'ils demeuraient eux-mêmes prudemment dans leurs salles de rédaction ou leurs bureaux syndicaux et qu'ils se contentaient pour leur part de verser de l'encre alors que leurs partisans versaient leur sang. Mais ce changement de tactique en une lutte légale n'était nullement une renonciation à une révolution. Le mot révolution signifie dans le vocabulaire marxiste : troubles, combats de rue, pillage de boutiques et d'immeubles, assassinat, incendie, désordre et indiscipline. La révolution pour le national-socialiste est au contraire quelque chose de grand et de puissant : elle signifie l'anéantissement de ce qui est vieux, périmé et pourri et la progression de forces nouvelles, jeunes et fortes. Nous accomplissions continuellement la révolution. Chacun de nos meetings, chacun de nos journaux, chacune de nos proclamations était une révolution dans le meilleur sens du mot, car nous révolutionnions la pensée et le sentiment allemands. Nous luttions pour l'âme de chaque individu et non point pour obtenir des voix aux élections. Des ouvriers, des paysans, des bourgeois, des savants, des représentants de toutes les classes, professions et confessions, nous voulions avant tout refaire des Allemands. Nous parlions une langue enflammée dans des centaines de mille meetings, nous fouettions passionnément la sensibilité, nous activions l'esprit de nos auditeurs, nous martelions leur cerveau, nous leur gravions dans le cœur qu'ils n'avaient à être qu'une seule chose : Allemands ; qu'ils n'avaient qu'un seul devoir : l'Allemagne.

Un fluide extraordinaire émanait de ces meetings de masse. A l'origine, ils avaient lieu dans de petites auberges enfumées des faubourgs, ou dans les restaurants des quartiers pauvres, au milieu de la haine des ouvriers excités et en face d'agitateurs marxistes et communistes. De telles réunions s'achevaient souvent en bataille rangée dans le local et il y eut fréquemment de nombreux blessés. Combien de fois aussi fûmes-nous repoussés et jetés à la porte par des adversaires plus nombreux ! Mais cela ne nous empêchait pas de revenir avec un courage toujours accru. Nous remontions sans cesse à l'assaut des forteresses rouges avec un nombre croissant de partisans. Les ouvriers eurent l'occasion de constater par eux-mêmes où se trouvaient la vérité et la force puisée dans une conviction inébranlable, de constater aussi où se trouvaient des chefs braves et où il s'en trouvait de lâches. Des hommes de toutes classes, de toutes professions, de tous partis et de toutes situations vinrent à nous. Les plus grandes

salles devinrent trop petites. Quand un chef éminent du mouvement devait parler, les hommes faisaient la queue à l'entrée durant des heures avant l'ouverture. Leur enthousiasme allait jusqu'au délire quand le Führer prenait lui-même la parole. Des acclamations indescriptibles couvraient les sifflets et le désordre. Un amour infini se heurtait à une haine profonde comme l'abîme, une dévotion et une abnégation inouïes affrontaient un égoïsme cruel et matérialiste. Nous marchions ainsi à travers le peuple, avec une sûreté infinie, en ayant devant les yeux notre but lumineux, mis au an, calomniés, couvert d'opprobres, de railleries, objets d'une intense et indescriptible campagne de haine menée par les Juifs qui régnaient sur les journaux.

Le Juif avait généralement pris depuis longtemps la direction de la lutte contre nous et c'est lui qui était l'animateur occulte de nos différents adversaires. Il apparaissait un jour comme réactionnaire, partisan des nationaux allemands : nous le retrouvions le lendemain dans l'être doux, hypocrite et rusé du parti catholique du Centre ; d'autres fois enfin il s'identifiait au paisible bourgeois du Parti Populaire. Le Juif transpirait aussi sous le masque assouvi d'un politicien marxiste de la classe moyenne, il se retrouvait plus loin dans le visage défiguré par la haine du communiste des bas-fonds. Mais en dépit des différents aspects du masque, la face grimaçante qu'il cachait était toujours le même, celle d'Assuérus, le Juif éternel, creusant, agitant et considérant n'importe quel moyen comme bon.

Le combat fut mené avec une grande colère et une grande exaspération. On percevait sur tous les fronts la force de nos attaques. Pour lutter contre nous, le clergé catholique romain s'allia aux libres-penseurs et aux athées. Les autorités nous suscitèrent chicane sur chicane. Nous étions hors la loi. Nous fûmes dégradés au rang d'hommes de seconde classe. Nos troupes de SA et notre jeunesse hitlérienne étaient à la merci de n'importe quelle brute communiste. Une terreur sanguinaire régnait dans les rues des grandes villes. On menait un combat acharné dans l'arrière-cour des immeubles, dans l'escalier des maisons grises des ouvriers et dans les quartiers pauvres des grands centres.

Nos ennemis, toujours avec l'avantage du nombre, attaquaient et assassinaient lâchement nos hommes si courageux. Ce furent généralement des ouvriers allemands, dont nos troupes de S.A. étaient formées, qui trouvèrent la mort en défendant leurs convictions et leur patrie. La haine des socialistes et des communistes s'accrut d'autant plus qu'ils ne manquèrent pas de constater que le mouvement national-socialiste et particulièrement les S.A. étaient composés pour 70 % de travailleurs manuels auxquels s'étaient joints des intellectuels et non point de Messieurs distingués, d'officiers retraités, de femmes hystériques et de profiteurs bourgeois. L'officier se rangeait au côté de l'ouvrier, le paysan au côté du savant, sans distinction de naissance, de fortune ni de classe sociale. Ils étaient tous animés par l'idéal sacré et tous fidèlement dévoués au Führer. La jeunesse venait maintenant en foule se ranger sous nos étendards ainsi que des vieux restés jeunes de cœur. On disait que l'avenir nous appartenait parce que nous avions pour nous la jeunesse, mais nous pouvions répondre : « – Non, c'est parce que l'avenir est à nous que la jeunesse vient à nous. » Il me faudrait trop de place pour décrire ici en détail cette

merveilleuse époque. Nous étions poursuivis d'en haut par la terreur des autorités, d'en bas par la terreur communiste, du côté de la bourgeoisie par la terreur de sa lâcheté. Mais tout cela n'avait pour effet que de renforcer notre mouvement. Quand on eut enfin compris que les éléments étrangers au mouvement ne pourraient l'arrêter, on tenta de le désagréger dans son sein, en minant sa force. Mais quand il arrivait par hasard que quelqu'un se laissât circonvenir, toute tentative échouait contre le mûr d'airain de la fidélité, de l'amour et de la confiance.

Hermann Göring, Renaissance de l'Allemagne, Fernand Sorlot, Paris, 1939